



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant actualisation des conditions d'exploitation d'une installation de fabrication d'emballages métalliques par la société TRIVIUM Packaging sur le territoire de la commune de LUDRES**

N° 2025-0192  
AIOT 0006200381

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** le décret n° 2020-412 du 8 avril 2020, notamment son article 1<sup>er</sup> qui prévoit que le préfet de département peut déroger à des normes arrêtées par l'administration de l'Etat pour prendre des décisions non réglementaires relevant de sa compétence, entre autre dans la matière suivante : « 3<sup>e</sup> Environnement, agriculture et forêts » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010/221 du 15 juillet 2010, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2011/207 du 30 mars 2011, 2015/0337 du 2 septembre 2015 et 2017-1889 du 21 novembre 2017 ;

**Vu** le rapport de base établi par DEKRA transmis le 22 décembre 2021 et complété le 8 février 2022 (version B en date du 18 janvier 2022) ;

**Vu** le dossier de réexamen établi par GECOS dans sa version du 14 décembre 2021 transmis à l'inspection le 22 décembre 2021, complété par courriers le 15 décembre 2022 et le 9 juillet 2024 ;

**Vu** la demande d'aménagement de fonctionnement de la ligne V09, à laquelle est jointe une évaluation des risques sanitaires lié aux rejets de monoxyde de carbone des activités de vernissage du site, transmise par courrier du 9 juillet 2024 ;

**Vu** le dossier de déclaration de modification des rubriques transmis le 22 décembre 2021 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé 2024\_1072 en date du 17 juillet 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 14 août 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées les 20 août 2025, 30 septembre 2025, 3 octobre 2025 ;

**Considérant** que l'article R. 515-58 du Code de l'environnement dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la section 1 du chapitre II du présent titre, notamment du dernier alinéa de l'article L.181-1, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R.511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution » ;

**Considérant** que les installations exploitées par la société TRIVIUM pour son site de Ludres sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670, rubrique associée à l'activité principale des activités et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques avec cette rubrique principale ;

**Considérant** que l'article R.515-70 du Code de l'environnement dispose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R.515-58, sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L.512-5, et qu'elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ;

**Considérant** que les conclusions sur les MTD relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020 ;

**Considérant** que les meilleures techniques disponibles et les niveaux d'émissions associés aux meilleurs techniques disponibles figurant dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé sont directement applicables à l'exploitant à compter du 9 décembre 2024 ;

**Considérant** donc qu'il est nécessaire de revoir et/ou compléter les prescriptions applicables à l'installation afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R. 515-60 et suivants du code de l'environnement et en particulier :

- liste et consistance des installations,
- management environnemental,
- utilisation rationnelle de l'énergie (BREF ENE),
- surveillance des rejets,
- protection des milieux récepteurs ;

**Considérant** que le point 3.9.1 de l'annexe à l'arrêté du 3 février 2022 dispose que l'exploitant peut choisir de respecter soit la valeur des émissions de COV par m<sup>2</sup> de surface revêtue/imprimée soit les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaux ;

**Considérant** que l'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen susvisé, choisir de respecter la valeur limite d'émission de COV par m<sup>2</sup> de surface revêtue/imprimée ;

**Considérant** que la liste des installations relevant de la nomenclature des ICPE doit être actualisée ;

**Considérant** que l'article R.515-60 dispose que l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :

- « e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;

- g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30. » ;

**Considérant** que les obligations de garanties financières prévues pour les installations relevant du 5° de l'article R.516-1 ont été abrogées ;

**Considérant** la demande d'aménagement temporaire de la prescription portant sur la valeur limite d'émission des rejets en monoxyde de carbone de l'incinérateur de la ligne de vernissage V09 figurant dans le dossier de réexamen susvisé et les justificatifs fournis à l'appui de cette demande ;

**Considérant** que cette demande ne constitue pas une dérogation à des valeurs réglementaires européennes ou internationales, le BREF STS visant un niveau d'émission indicatif pour le CO et non des niveaux associés aux meilleurs techniques disponibles (NEA-MTD) ;

**Considérant** que cette demande vise une situation transitoire compte-tenu du délai nécessaire pour la réalisation des travaux au vu du montant des investissements ;

**Considérant** l'absence de risques sanitaires liés aux émissions de l'ensemble des lignes démontrée par la fourniture d'une étude des risques sanitaires spécifique et majorante pour le monoxyde de carbone ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients générés par l'installation de fabrication de couvercles et fonds de boîtes appertisées exploitée par la société TRIVIUM PACKAGING sur la commune de LUDRES, pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral susvisé et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et dans les dossiers de porter à connaissance déposés postérieurement par l'exploitant ;

**Considérant** que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société TRIVIUM PACKAGING de son installation de fabrication de couvercles et fonds de boîtes appertisées, sur la commune de LUDRES doivent être modifiées et actualisées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée par la société TRIVIUM PACKAGING ;

**Considérant** que les prescriptions d'exploitation de l'usine TRIVIUM de Ludres sont disséminées dans plusieurs arrêtés préfectoraux et qu'il convient de rendre plus disponibles et de clarifier les obligations de l'exploitant en les regroupant au sein d'un acte unique ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **Chapitre 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société TRIVIUM Packaging sise Zone industrielle - 131 rue Fresnel à Ludres (54710) est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de couvercles acier et aluminium, découpe et vernissage de feuilles acier pour corps de boîtes appertisées, la surface annuelle maximale de produits pouvant être fabriquée étant de 32 000 000 m<sup>2</sup> sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

## **Article 1.2 : Champ et portée du présent arrêté – Abrogation des prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté concernent la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles suite à la publication du BREF relatif aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organiques ainsi que la mise à jour de la nomenclature et des conditions d'exploitation aux modifications apportées sur site.

Elles se substituent à toutes autres dispositions existantes à la date de parution du présent arrêté et contraires, sauf mention explicite dans le présent arrêté, traitant du sujet dans d'autres arrêtés préfectoraux.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- arrêté préfectoral n°2010/221 du 15 juillet 2010 (actualisation des prescriptions réglementant les activités), sauf son article 1<sup>er</sup>,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2011/207 du 30 mars 2011 (rectification de l'arrêté 2010/221).

## **Article 1.3 : Périmètre ICPE de l'établissement**

L'emprise sur laquelle la société visée à l'article 1.1 exploite ses installations classées pour la protection de l'environnement est située sur les parcelles suivantes de la commune de LUDRES (voir plan annexé au présent arrêté) :

Commune	Section	Parcelles
LUDRES	AL	23, 81, 83, 269

## **Article 1.4 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## **Chapitre 2 - Nature des installations**

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3670-1	A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques avec une capacité de consommation de solvants organiques : 1. supérieure à 150 kg/h	Application de solvants par « roller coating » : 200 kg/h
2560-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a et 3230-b, la puissance maximum de l'ensemble des	Puissance maximale : 1 720 kW

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
		machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 1 000 kW	
1414-3	DC	Installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils comportant des organes de sécurité(jauges et soupapes)	Distribution de propane
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Aérothermes et fours des 3 lignes de vernissages Puissance thermique nominale totale : 2,08 MW
4718-2-b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2 (y compris GPL) et gaz naturel, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. pour les autres installations b. supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Quantité totale de propane : 6,7 tonnes
1978-8	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)	800 tonnes

\* : A (Autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique)

## **Article 2.1 : Réglementation IED**

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (STS).

## **Article 2.2 : Arrêtés, circulaires et instructions applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

<b>Dates</b>	<b>Textes</b>
23/01/1997	Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/08/2005	Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées
31/01/2008	Arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
30/08/2010	Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
14/12/2013	Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
13/12/2019	Arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
03/02/2022	Arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 2.3 : Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### **Chapitre 3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Chapitre 4 - Modifications et cessation d'activité**

#### **Article 4.1 : Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 4.2 : Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 4.3 : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **Article 4.4 : Cessation d'activité et usage futur**

Pour l'application des articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement, la réhabilitation du site est effectuée en vue de permettre un usage compatible à la vocation des zones et conforme aux règles des documents d'urbanisme applicables à celles-ci. L'usage futur du site envisagé est un usage inchangé par rapport à l'usage actuel, soit un usage industriel.

Au titre de l'article R. 515-75 du Code de l'environnement, l'exploitant prend comme état initial le rapport de base susvisé.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessus.

## **Chapitre 5 - Déclaration annuelle des émissions polluantes**

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

## **Chapitre 6 – Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **Chapitre 7- Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

### **Article 7.1 : Documents à transmettre**

L'exploitant transmet les documents suivants :

Article	Document à transmettre	Périodicité
Articles 7.2 et 7.4 Chapitre 5	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
7.3	Réexamen IED	Dans un délai de 12 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale
Article 13.2	Surveillance périodique pour les eaux souterraines et les sols	Sol : tous les 10 ans

### **Article 7.2 : Bilan environnemental annuel**

Une fois par an, et au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année (N+1), l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté, en particulier un bilan des résultats de surveillance des émissions accompagné de toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation, ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

En particulier, ce bilan annuel présente, pour l'année précédente :

- les utilisations d'eau ainsi qu'un bilan des économies réalisées, le cas échéant.
- la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.



## **Article 7.3 : Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen**

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du Code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 2.1 du présent arrêté.

## **TITRE 2 – Protection de la qualité de l'air**

### **Chapitre 8- Conception des installations**

Dans le cas de mise en œuvre de substances dangereuses (en particulier les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classes cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, des dispositions particulières sont prises pour substituer ces substances, ou en cas d'impossibilité, limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitements, maîtrise des pressions relatives...

### **Article 8.1 : Types et caractéristiques des émissions**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### **8.1.1- Types d'émissions**

L'établissement produit des émissions diffuses et des émissions canalisées.

#### **8.1.2- Caractéristiques des installations**

	Vernisseuse V02 avec incinérateur	Vernisseuse V06 avec oxydateur thermique	Vernisseuse V09 avec incinérateur
Débit (Nm <sup>3</sup> /h)	5000	8 000	12000
Hauteur des conduits (m)	15	15	15
Diamètre (m)	0,5	0,5	0,5
Vitesse minimale d'éjection (m/s)	5	8	8

#### **8.1.3- Valeurs limites des émissions de polluants après incinération**

Les rejets doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes :

	Paramètres	Valeurs limites d'émission (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
Vernisseuse V02	NO <sub>x</sub> (mg équivalent NO <sub>2</sub> /Nm <sup>3</sup> )	100
	CO (mg/Nm <sup>3</sup> )	100
	CH <sub>4</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	50
Vernisseuse V06	NO <sub>x</sub> (mg équivalent NO <sub>2</sub> /Nm <sup>3</sup> )	100
	CO (mg/Nm <sup>3</sup> )	100
	CH <sub>4</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	50

	Paramètres	Valeurs limites d'émission (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
Vernisseuse V09	NO <sub>x</sub> (mg équivalent NO <sub>2</sub> /Nm <sup>3</sup> )	100
	CO (mg/Nm <sup>3</sup> )	<b>200 jusqu'au 31/10/2026</b> <b>puis 100*</b>
	CH <sub>4</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	50

(\*) remplacement de l'incinérateur de la vernisseuse V09 à échéance du 30/06/2026

## Article 8.2 : Composés organiques volatiles

### 8.2.1- Valeurs limites des émissions canalisées de composés organiques volatiles (COV) à phrases de risque

Les rejets contenant des substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68. ainsi que les COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Conduit	Paramètres	Concentrations maximales instantanées (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal ( kg/h)
Oxydateur V02	• COVT exprimé en carbone total	20	0,01
	• COV substances de mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dont Formaldéhyde, 2- méthoxypropanol (R61))	2	
	• COV visés à l'annexe III de l'AM du 2/2/1998 (dont phénol, Crésol)	20	
Oxydateur V06	• COVT exprimé en carbone total	20	0,016
	• COV substances de mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F ( dont Formaldéhyde, 2- méthoxypropanol (R61))	2	
	• COV visés à l'annexe III de l'AM du 2/2/1998 (dont phénol, Crésol)	20	
Oxydateur V09	• COVT exprimé en carbone total	20	0,024
	• COV substances de mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F ( dont Formaldéhyde, 2- méthoxypropanol (R61))	2	
	• COV visés à l'annexe III de l'AM du 2/2/1998 (dont phénol, Crésol)	20	

N.B : la valeur limite en concentration se rapporte à la somme massique des différents composés

### 8.2.2- Émissions totales de COV

L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Valeur limite d'émissions ( moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants (g de COV par m <sup>2</sup> de surface revêtue/imprimée)	3,5

### 8.2.3- Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants de ses installations.

Le plan de gestion des solvants est transmis pour le 30 mars de l'année (N+1) à l'inspection des installations classées par l'exploitant, qui doit l'informer des actions mises en place visant à réduire la consommation de solvant sur le site.

## **Chapitre 9-Programme de surveillance des émissions**

### **Article 9.1 : Programme de surveillance des émissions**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants visés au chapitre 8 suivant, entre autres, les modalités de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, en particulier sur la mesure en continu de la température dans les chambres de combustion des oxydateurs thermiques et/ou incinérateurs.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. La mesure des émissions de polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.

Le bilan des mesures est transmis dans le mois suivant leur réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

### **Article 9.2 : Mesures périodiques**

L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an les mesures concernant les polluants visés au chapitre 8 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

Ces mesures sont faites conformément aux normes en vigueur.

Les résultats de ces mesures sont transmis dans le mois suivant leur réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

## **Chapitre 10 - Prescriptions applicables aux contrôles inopinés des rejets atmosphériques**

### **Article 10.1 :**

La société TRIVIUM Packaging pour ses activités exercées sur le territoire de la commune de Ludres est tenue de choisir un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement pour la réalisation de contrôles de rejets atmosphériques inopinés, excluant ceux qui réalisent ou participent aux contrôles sur site des dits rejets (pour l'année en cours et la précédente).

Ce laboratoire devra pouvoir intervenir pour la réalisation d'un contrôle annuel des polluants réglementés et/ou auto surveillés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou les arrêtés ministériels sectoriels applicables.

Le nom du laboratoire retenu par l'exploitant est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées qui mandatera lorsqu'il le souhaitera, pour une date confidentielle de son choix, le laboratoire désigné ou, le cas échéant, un autre laboratoire répondant aux critères du présent arrêté préfectoral.

Les dépenses occasionnées par ces contrôles inopinés sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant justifie que le laboratoire est choisi dans le respect du premier alinéa du présent article et de l'article 10.2.

Lors de modifications des paramètres réglementés et/ou auto surveillés, il appartiendra à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires auprès du laboratoire désigné.

### **Article 10.2 : Conditions de réalisation des contrôles**

Les opérations de mesures, prélèvements et d'analyses doivent être réalisées par des organismes agréés par le ministère chargé de l'environnement tel que prévu dans l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant les modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvement et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les justificatifs de cet agrément sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence s'appliquent aux contrôles visés par le présent chapitre.

L'exploitant est tenu d'en informer le prestataire désigné que ce dernier est tenu au strict respect de la confidentialité concernant la date de contrôle.

L'accès au site, la réalisation d'un plan de prévention, le listing des équipements de protections individuelles nécessaires et toute disposition nécessaire à la bonne réalisation des contrôles seront établis préalablement à la transmission du nom du laboratoire à l'inspection des installations classées.

### **Article 10.3 : Conditions d'élaboration du rapport de contrôle**

Le rapport doit contenir *a minima* les données suivantes :

- une description sommaire des installations ;
- une description des conditions de fonctionnement des installations contrôlées : conditions de fonctionnement de l'unité de production pendant les prélèvements ;
  - événements particuliers relatifs au fonctionnement de l'outil de production susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats d'analyses des rejets.
- la méthodologie et les appareillages mis en œuvre :
  - énonciation des normes mises en œuvre : en l'absence de norme, la méthodologie exploitée et les éléments normés pris en référence sont précisés ;
  - description de la chaîne de mesure et des conditions de prélèvement ;
  - dispositions prises pour les mesures ;
  - déroulement des mesures, le cas échéant tout écart méthodologique par rapport à la norme ainsi que les explications motivant ces écarts seront précisés ;
  - liste des incidents éventuels de l'outil de contrôle et caractérisation de leur incidence sur les résultats.
- les résultats du contrôle opéré :
  - les caractéristiques de rejet des substances contrôlées sont ramenées dans les conditions standards ;
  - les limites de détection et de quantification ainsi que les incertitudes de mesure sont également précisées ;
  - leurs comparaisons aux valeurs réglementaires applicables ;
  - les conclusions du contrôle.

### **Article 10.4 :**

A la demande de l'exploitant, l'inspection des installations classées appréciera si le contrôle inopiné peut se substituer aux contrôles réglementaires périodiques, réalisés par un organisme agréé par le ministère, de la période considérée.

## **TITRE 3 – Protection des ressources en eaux**

### **Chapitre 11 - Prélèvement et consommation d'eau**

#### **Article 11.1 : Origine des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Utilisation
Eau du réseau public de distribution	21 000 m <sup>3</sup>	Eaux industrielles et eaux sanitaires

#### **Article 11.2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de dis-connexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

#### **Article 11.3 : Consommation spécifique d'eau**

L'exploitant respecte le niveau de performance environnemental suivant pour la consommation spécifique d'eau :

Secteur	Type de produit	unité	Consommation spécifique d'eau (moyenne annuelle)
Revêtement et impression d'emballages métalliques	Cannettes étirées en deux parties ( couvercles acier)	l/1 000 canettes	110

### **Chapitre 12 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

#### **Article 12.1 : Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux industrielles (eaux de lavage des couvercles, rejets de la station de déminéralisation),
- les eaux pluviales,
- les eaux usées sanitaires.

#### **Article 12.2 : Collecte et traitement des effluents**

##### **12.2.1. - Principes Généraux**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 12.2.2 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### 12.2.2. - Collecte des effluents sur le site

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'évacuation des effluents de l'installation globale dans le réseau public fait l'objet d'une autorisation de déversement avec la Métropole du Grand Nancy.

Nature de l'effluent	Exutoire
Eaux industrielles Eaux pluviales Eaux sanitaires	Réseau unitaire des eaux usées de la commune de Ludres aboutissant à la station d'épuration de Maxéville

Les différents effluents ne peuvent être rejetés dans le réseau public que si les valeurs limites fixées à l'article 12-5 suivant sont respectées.

#### **Article 12.3 : Gestion des ouvrages : Conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement délivrée par la collectivité locale (autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement du Grand Nancy) à laquelle appartiennent le réseau d'assainissement public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique.

#### **Article 12.4 : Entretien et conduite des installations de traitement ou prétraitement des effluents aqueux**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre éventuellement informatisé et conservé dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les bacs débourbeurs des séparateurs d'hydrocarbures du site font l'objet de contrôles fréquents de leur niveau de remplissage et de curages réguliers pour pallier tout débordement ou infiltration

préjudiciable à la qualité du milieu naturel. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur et a minima 1 fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée.

## **Article 12.5 : Caractéristiques des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les prescriptions suivantes :

- température < 30° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;
- débit maximal journalier : 60 m3/jour.

### **12.5.1 - Rejet global**

Les effluents liquides générés par l'établissement de LUDRES doivent respecter les valeurs limites suivantes pour leur rejet dans le réseau public unitaire des eaux usées de LUDRES, envoyés ensuite vers la station d'épuration urbaine de Maxéville, avant tout mélange avec d'autres :

Paramètres	Valeurs limites de rejet	Flux maximal (kg/j)
MEST	600 mg/l	36
DBO5	800 mg/l	48
DCO	2 000 mg/l	120
Carbone organique total	500	30
Azote global	50 mg/l	3
Phosphore total	50 mg/l	3
Aluminium	5 mg/l	0,3
Fer	5 mg/l	0,3
Composés organohalogénés adsorbables (AOX)	0,4 mg/l	0,024
Hydrocarbures totaux	10mg/l	0,6
<b>Zinc</b>	<b>0,8 mg/l</b>	<b>0,048</b>
<b>Nickel</b>	<b>0,2 mg/l</b>	<b>0,012</b>

### **12.5.2 - Étude technico-économique relative aux eaux industrielles**

Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit une étude technico-économique visant à mettre en place un réseau interne séparatif pour la de collecte des différents effluents aqueux du site de Ludres, mentionnés à l'article 12.2.2 du présent arrêté.

## **Article 12.6 : Mesure périodique**

L'exploitant fera réaliser deux fois par an, dans une période de faibles précipitations ou hors précipitations, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et indépendant une campagne de prélèvements et d'analyses sur les rejets des eaux globales du site.

Cette campagne de prélèvements et d'analyses permettra de vérifier le respect des valeurs limites de rejet d'eaux résiduaires définies à l'article 12.5.1 du présent arrêté.

Le compte-rendu de ces campagnes semestrielles de prélèvements et d'analyses comparant les résultats des mesures réalisées auxdites valeurs limites de rejet d'eaux résiduaires accompagné des

commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dès réception des résultats, au plus tard dans les deux mois suivants la réalisation des mesures.

### **Chapitre 13**

#### **Article 13.1 : Moyens nécessaires à l'entretien et surveillance des mesures de protection contre la pollution des sols et des eaux souterraines**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.

Il tient à la disposition de l'Inspection, les éléments justificatifs visant à démontrer du respect du précédent alinéa (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

#### **Article 13.2 : Surveillance de la qualité des sols**

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

L'exploitant met en place les dispositions (localisation, profondeur, nombre de sondages, programme analytique) telles que spécifiées dans son rapport de base pour la surveillance de la qualité des sols.

## **TITRE 4 – Protection du cadre de vie**

### **Chapitre 14- Niveaux acoustiques**

#### **Article 14.1 : Valeurs Limites d'émergence**

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **Article 14.2 : Niveaux limites de bruit**

Par ailleurs, les niveaux de bruit, en limite de propriété de l'établissement, ne doivent pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieure à cette limite.

#### **Article 14.3 : Contrôle des nuisances sonores et mesures périodiques**

L'Inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

En vue de vérifier le respect des dispositions fixées aux articles 14.1 et 14.2 du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser par un organisme compétent indépendant une campagne de mesures des bruits émis par son établissement tous les 4 ans. Le compte-rendu de ces mesures est adressé par l'exploitant au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation, accompagné de ses commentaires sur les éventuels écarts constatés et les actions menées ou prévues pour y remédier.



## **TITRE 5 – Prévention des risques technologiques**

### **Chapitre 15 - Principes Généraux**

#### **Article 15.1 :Caractérisation des risques**

##### **15.1.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

En particulier, l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

##### **15.1.2 - Zonage interne à l'établissement**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Article 15.2 : Infrastructures et installations**

##### **15.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Un plan de l'installation est affiché à l'extérieur de la chaufferie à proximité de son accès. L'ensemble des dispositifs de coupure sera facilement accessible.

##### **15.2.2 - Gardiennage et contrôle des accès**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

### **Article 15.3 : Caractéristiques minimales des voies**

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

### **Article 15.4 : Bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **Article 15.5 : Installations électriques - mise à la terre**

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Un interrupteur général, bien signalé et installé dans un endroit facilement accessible et maintenu dégagé, permettra de couper le courant en cas de nécessité.

### **Article 15.6 : Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans les parties de l'installation présentant un risque « atmosphères explosibles », les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

## **Article 15.7 : Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique, sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

## **Chapitre 16 - Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers**

### **Article 16.1 : Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique conformément à l'article 16.2.

## **Article 16.2 : « Permis d'intervention » ou « Permis de feu »**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

## **Article 16.3 : Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

## **Article 16.4 : Travaux d'entretien et de maintenance**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

## **Chapitre 17 - Prévention des pollutions accidentelles**

### **Article 17.1 : Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 17.2 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## **Article 17.3 : Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses ou susceptibles de contenir des produits polluants, sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et météoriques.

## **Article 17.4 : Réservoirs**

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

## **Article 17.5 : Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### **Article 17.6 : Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

### **Article 17.7 : Élimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

### **Article 17.8 : Transports-chargements-déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage ou la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

## **Chapitre 18 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **Article 18.1 : Définition générale des moyens**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à sa dernière étude de dangers. L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes... en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un système d'extinction automatique au CO<sub>2</sub>,
- d'un système d'extinction par mousse,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système interne d'alerte incendie,
- de robinets d'incendie armés,
- d'un système de détection automatique des fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

### **Article 18.2 : Entretien des moyens d'intervention**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

A minima, les moyens de lutte contre l'incendie doivent être vérifiés une fois par an.

### **Article 18.3 : Ressources en eau et mousse**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, tas de sable avec pelles de projection, extinction à la mousse ou au CO<sub>2</sub>.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente

### **Article 18.4 : Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **Article 18.5 : Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.

L'exploitant établit également une consigne d'utilisation et de vérification du bon fonctionnement du ballon obturateur visé à l'article 18.6 du présent arrêté.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

### **Article 18.6 : Protection des milieux récepteurs**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, sont à collecter grâce à un bassin de confinement.

Le volume de rétention nécessaire est de minimum 1 750 m<sup>3</sup> en tenant compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.

Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Le déclenchement d'un ballon obturateur permet de détourner les eaux vers ce bassin. Les organes de commande, situés à proximité du bassin peuvent être actionnés en toute circonstance.

En cas de sinistre, les eaux d'extinction sont pompées et acheminées en filière appropriée après analyse. Les quantités d'eau envoyées dans un centre de traitement, leurs caractéristiques et leur destination seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 6 – Prévention et gestion des déchets**

### **Chapitre 19 - Prévention et gestion des déchets**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15.01.01	Emballages en papier/carton
	15.01.02	Emballages en matières plastiques
	15.01.03	Emballages en bois
	15.01.04	Emballages métalliques
	20.03.01	Déchets municipaux en mélange
Déchets dangereux	08.01.11*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
	12.01.12*	Déchets de cires et graisses
	12.03.01*	Liquides aqueux de nettoyage
	13.01.10*	Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale
	15.01.10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
	15.02.02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16.02.13*	Équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12
	16.05.04*	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
	16.10.01*	Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses
	20.01.13*	Solvants



## **Chapitre 20 - Principes de gestion**

L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des déchets visant à être en conformité avec le II de l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

La gestion des déchets produits par l'établissement est assurée selon les dispositions figurant au Titre 4 du Livre 5 du Code de l'environnement.

## **Chapitre 21 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

## **Chapitre 22 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

# **TITRE 7 – Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes**

## **Chapitre 23 - Conditions particulières applicables aux installations relevant de la rubrique 3670**

### **Article 23.1 : Management environnemental**

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant notamment l'engagement, l'initiative et la responsabilité de l'encadrement, y compris de la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un système de management environnemental efficace.

### **Article 23.2 : Performance environnementale globale**

Afin d'améliorer la performance environnementale globale de l'unité, notamment en ce qui concerne les émissions de composés organiques volatils et la consommation d'énergie, l'exploitant doit :

- repérer les zones/segments/étapes des procédés qui contribuent le plus aux émissions de COV et à la consommation d'énergie, et qui présentent le plus grand potentiel d'amélioration ;
- déterminer et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire au minimum les émissions de COV et la consommation d'énergie ;
- faire régulièrement, au moins une fois par an, le point de la situation et assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures définies.

### **Article 23.3 : Consommation spécifique d'énergie**

L'exploitant respecte le niveau de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivant :

Secteur	Type de produit	Unité	Niveau d'efficacité énergétique (moyenne annuelle)
Revêtement et impression d'emballages métalliques	Tous les types de produits	kWh/m <sup>2</sup> de surface revêtue	1,5

## **Chapitre 24 - Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, manches de filtration.

## **TITRE 8 – Dispositions finales**

### **Chapitre 25 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Chapitre 26 – Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société TRIVIUM Packaging

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **20 OCT. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

**ANNEXE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2025-0192**

**Plan parcellaire et emprise ICPE**



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour

NANCY le, **20 OCT. 2025**

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ

